

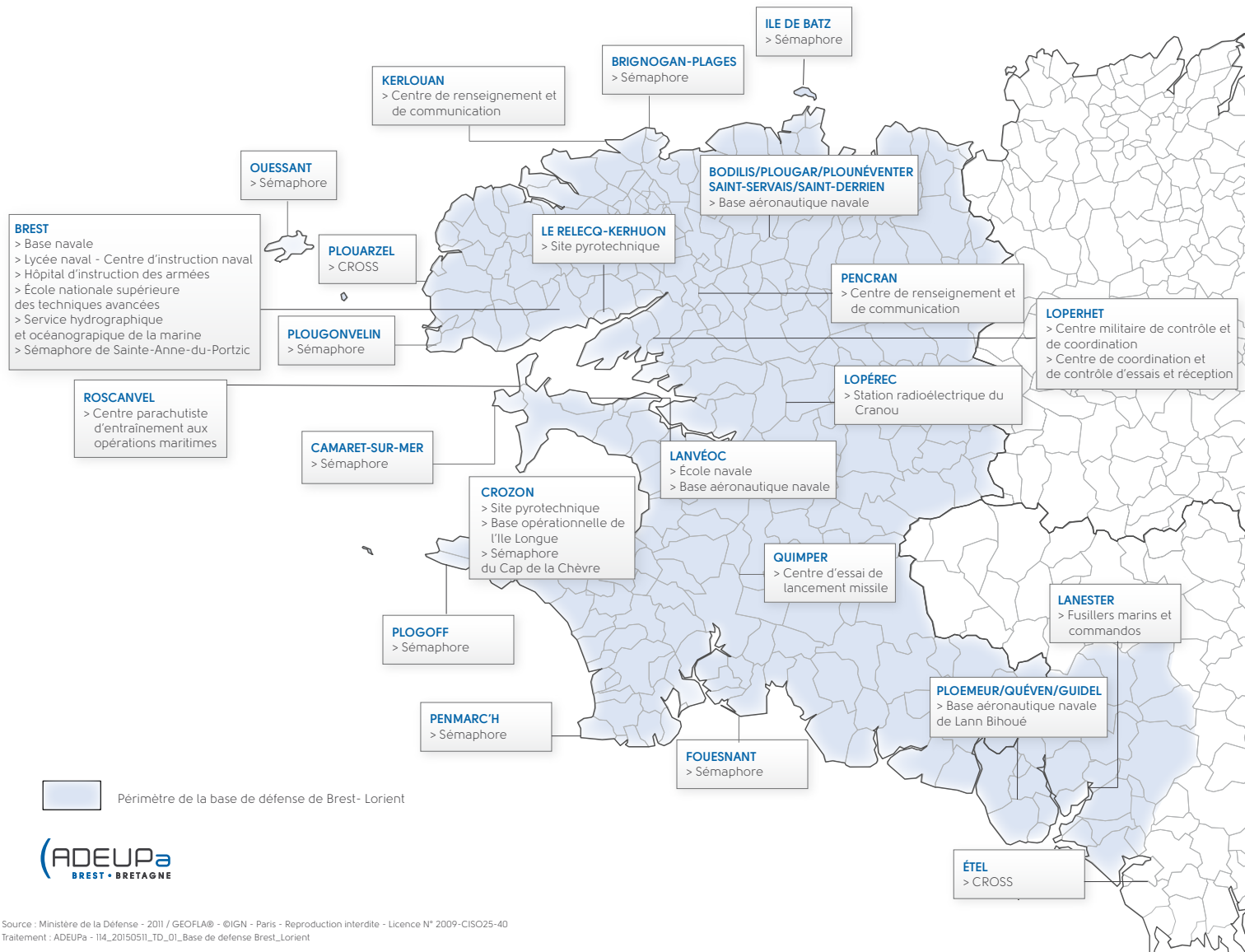
IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA DÉFENSE

SUR LE TERRITOIRE DE LA BASE DE DÉFENSE
DE BREST-LORIENT | Février 2016



Avant-propos	5	Le service hydrographique et océanographique de la marine.....	17
Quelques éléments de contexte	6	La direction générale de l'armement.....	17
Organisation territoriale du ministère de la Défense.....	7	Synthèse des dépenses des donneurs d'ordre 737,6 millions d'euros dépensés par an	18
La défense au cœur des fonctions métropolitaines brestoises.....	9	Un impact territorial majeur.....	18
CECLANT haut lieu de commandement	9		
Méthode	11	Emplois, masse salariale et pensions	19
Problématique de l'étude	11	21 381 emplois directs en ETP	19
Instances de suivi de l'étude	11	3 500 emplois indirects	20
		15 000 emplois induits.....	21
		L'emploi total.....	23
		Les flux financiers.....	23
Dépenses des grands donneurs d'ordre de la base de défense de Brest-Lorient	12	Éclairage sur deux acteurs clés de la filière défense en Bretagne, DCNS et THALES	24
Le service de soutien de la flotte	12	La filière défense en Bretagne : état des lieux et perspectives	24
La plate-forme achats-finances ouest.....	13	DCNS emploie 5 200 salariés en Bretagne	26
L'établissement du service d'infrastructure de la défense	13	THALES Brest, parmi les sites majeurs du groupe..	27
Les autres donneurs d'ordre		L'économie de la défense évaluée sous le prisme de DCNS et THALES.....	28
L'atelier industriel de l'aéronautique de Bretagne	14		
La direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information	14		
L'école nationale supérieure des techniques avancées	15		
L'hôpital d'instruction des armées Clermont-Tonnerre	16	Synthèse	29
		Conclusion	30
		Glossaire	31

La base de défense Brest-Lorient



Source : Ministère de la Défense - 2011 / GEOFLA® - ©IGN - Paris - Reproduction interdite - Licence N° 2009-CISO25-40
 Traitement : ADEUPa - I14_20150511_TD_01_Base de defense Brest_Lorient

Le ministère de la Défense est le premier employeur de la zone d'emploi de Brest et concentre de nombreuses fonctions métropolitaines (commandement, sûreté-sécurité, recherche...). Il est également un donneur d'ordres particulièrement important en termes de commande publique. Le rôle majeur de cet acteur dans l'ouest breton a déjà été abordé, à la fois par le nombre de salariés qui en dépendent directement et par le nombre de retraités. Pour autant, jamais les travaux n'avaient porté sur l'impact de l'ensemble des dépenses du ministère de la Défense dans l'économie finistérienne et morbihannaise.

Pour pallier cette absence d'analyse, la présente étude a été inscrite au programme de travail de l'ADEUPa, en accord avec le commandement de la base de défense Brest-Lorient. Ces travaux permettent de mieux mesurer l'impact des fonds publics sur l'économie locale.

Quelques éléments de contexte

Qu'il s'agisse du domaine civil ou militaire, les organisations territoriales présentent de nombreuses similitudes. La récente liste des métropoles françaises, tout comme les échelons intermédiaires de l'organisation militaire, illustrent une tendance à privilégier une organisation resserrée autour d'une dizaine de sites.

Bordeaux, Brest, Lille, Lyon, Marseille, Paris et Rennes figurent dans ces deux classements. Pour le champ militaire, seuls Metz et Toulon n'ont pas le rang de métropole.



Photo : Franck Bétermin - Brest métropole

Échelons intermédiaires du ministère de la Défense en France métropolitaine



- Métropoles françaises
- 🏢 Établissement du service d'infrastructure de la défense
- 🚚 Pôle défense mobilité
- 🏠 Centre ministériel de gestion
- 🏥 Service de santé des armées
- 🏠 Bureau régional du logement
- € Plate-forme achats-finances
- 🏢 Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de la défense
- 👤 État-major de zone de défense
- 👤 Officier général de zone de défense et de sécurité
- 🏠 Pôle ministériel d'action sociale
- ★ Préfecture maritime
- ☆ Commandant de la zone maritime

114_2015505_TD_02_Défense_France
Traitement ADEUPa



(ADEUPa)
BREST • BRETAGNE

Organisation territoriale du ministère de la Défense

Au-dessous du commandement central figurent des échelons intermédiaires du ministère de la Défense. A l'échelle de la France métropolitaine, Brest est bien représenté même si des évolutions récentes ont été défavorables à l'ouest breton (fermeture du centre ministériel de gestion, transformation du pôle défense mobilité et du bureau du logement en antennes rattachées au pôle de Rennes).

- **Les établissements du service d'infrastructure de la défense (ESID)**

Créé en 2005, le service d'infrastructure de la défense (SID) soutient l'ensemble du domaine immobilier du ministère de la Défense sur le territoire français

- la **direction centrale du SID** est basée à Versailles : elle élabore la politique d'infrastructure, définit les nouvelles orientations, gère les moyens humains et financiers, pilote la production et les commandes du service.
- **les ESID** : ce sont des entités de production, d'expertise et de coordination. Compétents en matière d'assistance au commandement et de passation de marchés, ils conduisent les opérations d'investissement, le maintien en condition et la gestion du patrimoine immobilier.

Les sept ESID : Bordeaux, Brest, Ile-de-France, Lyon, Metz, Rennes et Toulon

- **Les pôles défense mobilité**

Que ce soit en fin de contrat, en limite d'âge dans le grade ou en réorientation de carrière, le personnel du ministère de la Défense peut être accompagné par Défense mobilité, l'agence de reconversion de la défense. Toute personne ayant à opérer une transition professionnelle est concernée, à savoir les militaires et les conjoints des ressortissants de la

défense et de la gendarmerie nationale, mais également le personnel civil en reclassement professionnel hors des fonctions publiques.

La direction est installée à Paris ; six pôles Défense mobilité existent : Bordeaux, Rennes, Lyon, Marseille, Metz et Paris.

A Brest, il existe une antenne Défense mobilité, comme dans chacune des bases de défense.

- **Les centres ministériels de gestion (CMG)**

La direction des ressources humaines du ministère de la Défense s'appuie sur un réseau constitué de six centres ministériels de gestion répartis sur le territoire national : Bordeaux, Lyon, Metz, Rennes, Saint-Germain-en-Laye et Toulon.

- **Le service de santé des armées (SSA)**

Le SSA a pour mission prioritaire d'assurer en toutes circonstances le soutien médical des forces armées (terre, air, marine) et de la gendarmerie. Le SSA concourt également à l'offre de soins du service public avec ses neuf hôpitaux d'instruction des armées (HIA) ouverts à tous les assurés sociaux et sa participation aux plans gouvernementaux de gestion des risques (pandémie).

Brest est le siège de la direction régionale du SSA qui couvre le grand ouest de la France (de Bourges à Brest) et qui compte un hôpital, l'HIA Clermont Tonnerre.

- **Les bureaux régionaux du logement (BRL)**

Sous l'autorité de la sous-direction du logement qui a en charge la politique du logement du ministère de la Défense, ils suivent les programmes de construction et de réhabilitation et gère les crédits correspondants.

Localisation : Metz, Lyon, Rennes, Bordeaux et Toulon

Une antenne du BRL de Rennes est installée à Brest.



Photo : ESID - Franck Bétermin - Brest métropole

Brest a une place majeure dans l'organisation territoriale de la défense, malgré des décisions récentes défavorables à l'ouest breton, comme la fermeture du centre ministériel de gestion ou la transformation du pôle défense mobilité et du bureau du logement en antennes rattachées à Rennes.

- **Les plates-formes achats-finances (PFAF)**

Les PFAF assurent les achats de soutien commun (gardiennage, nettoyage, fournitures, enlèvement des déchets...) destinés à satisfaire les besoins des bases de défense, ainsi que l'exécution financière des dépenses et recettes des formations rattachées.

Créée le 1^{er} juillet 2010, la PFAF ouest est chargée de la passation des marchés de soutien courant des formations et organismes relevant de la base de défense de Brest-Lorient.

La PFAF ouest a en outre une compétence nationale pour les achats suivants :

- fournitures de bureau
- timbres et sceaux de l'Etat
- papier éco responsable
- consommables informatiques
- mobilier de bureau

- petit outillage à main et assimilés
- outillage spécifique peintre et maçons
- déménagements administratifs.

- **Les directions interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de la défense (DIRISI)**

La DIRISI est un service de soutien interarmées qui relève du chef d'état-major des armées. Elle assure la direction, l'exploitation et le soutien des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information et de commandement d'intérêt commun.

La direction centrale est située dans la région parisienne.

Localisation des sept DIRISI locales en France métropolitaine : Bordeaux, Brest, Lyon, Metz, Rennes, Toulon et Ile de France.

- **Officier général de zone de défense et de sécurité (OGZDS)**

Le territoire métropolitain est réparti en zones de défense et de sécurité. Dans ces zones, la coordination des armées pour garantir la sécurité est assurée par un officier général de zone de défense sous l'autorité du chef d'état-major des armées.

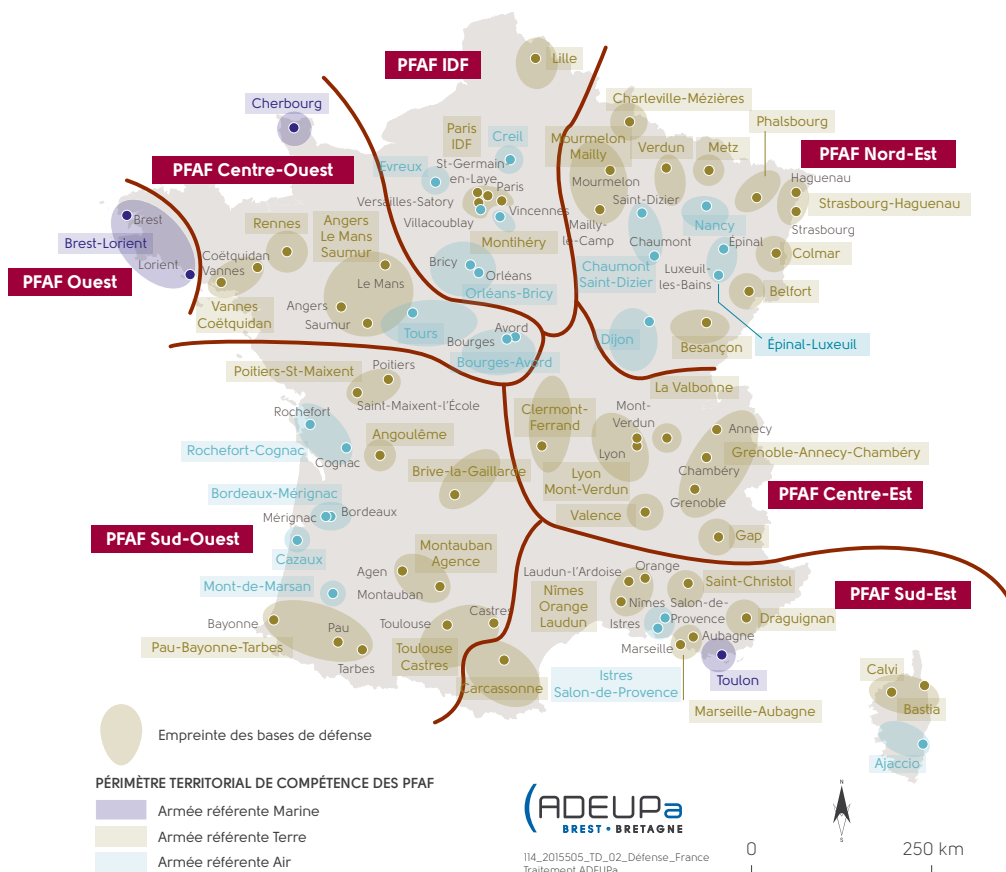
Les sièges en métropole : Paris, Lille, Rennes, Bordeaux, Marseille, Lyon, Metz

- **Les pôles ministériels d'action sociale (PMAS)**

Le PMAS de Brest met en œuvre la politique d'action sociale arrêtée par le ministre de la défense.

Sept pôles en France : Brest, Bordeaux, Toulon, Rennes, Lyon, Metz, Ile-de-France

Bases de défense et périmètre territorial de compétences des PFAF



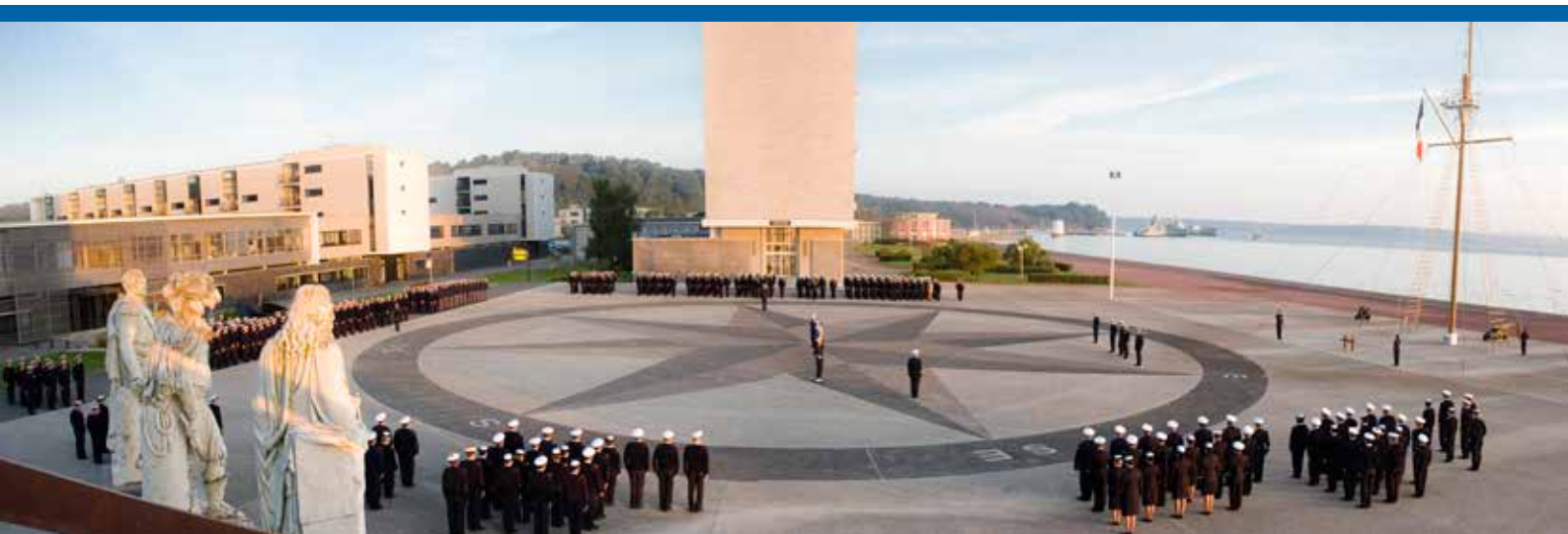


Photo : École navale

La défense au cœur des fonctions métropolitaines brestoises

Sans la forte présence du ministère de la Défense, Brest n'aurait pu obtenir le statut de métropole. Certes, la métropole s'est progressivement diversifiée pour disposer d'une gamme étendue de services (enseignement supérieur et recherche, centre hospitalier régional de santé...). Mais, c'est historiquement la présence de la Marine nationale qui a justifié l'émergence d'un grand nombre de ces fonctions.

Le Finistère, et plus particulièrement le pays de Brest, se sont vus reconnaître très tôt une mission stratégique dans le cadre du dispositif de défense nationale. Cette présence historique a marqué de son empreinte le tissu économique. Elle a permis à la péninsule finistérienne de construire un véritable savoir-faire dans des domaines d'excellence et de haute technicité. Les expertises développées sont inhérentes à la présence d'une importante flotte, notamment composée de bâtiments à propulsion nucléaire.

La loi de programmation militaire (LPM) 2009/2014 repose sur la mise en œuvre des orientations stratégiques de la révision générale des politiques publiques initiée en 2008 et du Livre Blanc sur la défense et la sécurité nationale. La LPM prévoit d'adapter le ministère de la Défense

aux nouvelles problématiques de défense et géopolitiques mondiales. L'accent est mis sur la nécessité pour le ministère de se recentrer sur son cœur de métier, afin d'atteindre avant quinze ans, un optimum opérationnel. Les objectifs sont notamment l'amélioration de la gouvernance, le renforcement et le pilotage des investissements, une adaptation des capacités opérationnelles et une meilleure maîtrise des coûts de fonctionnement. L'efficacité du soutien doit s'accroître grâce à une mutualisation et une gestion optimale des ressources humaines.

L'objectif de réduction des coûts de fonctionnement et des effectifs du soutien s'est exprimé par la création des bases de défense. Ces dernières regroupent en leur sein les formations et organismes du ministère pour lesquels des soutiens sont assurés de manière mutualisée. La LPM 2014-2019 s'inscrit dans cette logique avec une volonté de sanctuariser le budget de la défense. L'industrie de la défense française est l'une des premières dans le monde ; l'objectif est de la placer au cœur du projet de LPM pour répondre aux besoins de la stratégie militaire, tout en pérennisant un secteur crucial de l'économie française.

La base de défense de Brest-Lorient, avec plus de 20 000 personnes, est l'une des trois bases de type III, avec Toulon et Paris, qui regroupent par définition un effectif important (plus de 10 000 personnes). Les bases de

défense de Brest-Lorient et de Toulon sont à dominante portuaire et présentent la particularité d'accueillir un officier général cumulant les fonctions de commandant de zone maritime (CZM), de commandant d'arrondissement maritime (CAM) et de préfet maritime (PREMAR).

CECLANT haut lieu de commandement

• Zone maritime Atlantique

En tant que commandant de la zone maritime Atlantique (CZM), le commandant en chef pour l'Atlantique (CECLANT) assure, sous l'autorité du chef d'état-major des armées (CEMA), les fonctions de commandant interarmées (COMIA) de la zone de responsabilité permanente (ZRP) de l'Océan Atlantique. Cette ZRP recouvre la zone maritime Atlantique, à l'exclusion des terres étrangères. À ce titre, il est chargé de la conduite des opérations aéronavales et de la défense maritime du territoire.

• Arrondissement maritime Atlantique

En tant que commandant de l'arrondissement maritime Atlantique, CECLANT est chargé, notamment sous l'autorité du chef d'état-major de la marine (CEMM), du commandement des ports militaires, de l'orientation et de la coordination de l'action locale des services de la marine nationale, de la protection et de la défense des installations de la marine nationale

sur le périmètre de l'arrondissement maritime.

• **Préfecture maritime Atlantique**

CECLANT exerce les fonctions de préfet maritime ; il est à ce titre le représentant de l'Etat en mer. Placé sous l'autorité directe du Premier ministre, il assure la coordination transverse des différents ministères dans le domaine de l'action de l'Etat en mer.

• **Brest, siège de la dissuasion nucléaire**

L'année 2000 marque l'arrivée à Brest de l'Amiral commandant la Force océanique stratégique (ALFOST), auparavant localisé à Houilles. Ce transfert confirme la vocation sous-marine du port finistérien. ALFOST a autorité sur les quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins

(SNLE) basés à l'Île Longue et sur les six sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) basés à Toulon.

• **Une composante navale adaptée à la mise en œuvre de la dissuasion nucléaire**

Le Finistère héberge les principaux vecteurs de la dissuasion nucléaire française, les SNLE.

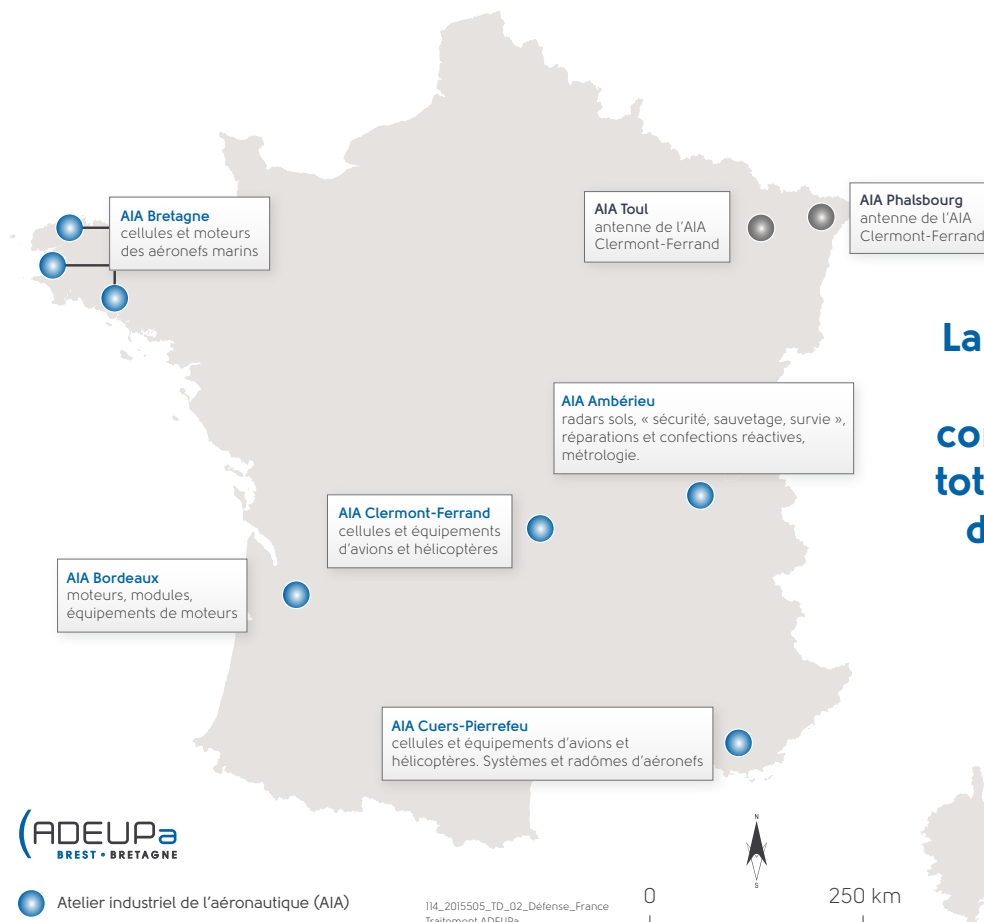
Les bâtiments de la Force d'action navale (FAN) à Brest sont au nombre de 45. Ils reposent en grande partie sur la composante de guerre des mines et de lutte anti-sous-marine, indissociable à la protection des SNLE, et dont les compétences sont internationalement reconnues.

• **Brest siège de directions régionales, d'écoles et de services du ministère de la Défense**

Brest accueille :

- des directions régionales de plusieurs services du ministère de la Défense : direction régionale du service de santé des armées, établissement du service d'infrastructure de la défense, direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de la défense, pôle ministériel de l'action sociale, établissement principal des munitions de Bretagne, direction nord-ouest du service historique de la défense, ...
- des établissements de formation reconnus : école navale, ENSTA Bretagne, centre d'instruction navale.
- des services nationaux : service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM), centre d'administration ministériel des indemnités de déplacement (CAMID), ...

Localisation des ateliers industriels de l'aéronautique



La base de défense de Brest-Lorient concentre la quasi-totalité des moyens de l'aéronautique navale.

Méthode

Inscrite dans le programme de travail 2014 de l'ADEUPa, l'étude a fait l'objet d'une validation par le Conseil d'administration de l'agence en février 2014, au sein duquel est représenté le ministère de la Défense.

Problématique de l'étude

L'objectif est de disposer d'une mesure de l'impact des dépenses du ministère de la Défense sur l'économie du territoire de la base de défense de Brest – Lorient. L'ambition est de viser à l'exhaustivité des effets en intégrant à la fois les dépenses de fonctionnement et d'investissement, les rémunérations, les emplois, ainsi que les flux financiers relatifs à la présence des retraités de la défense.

Instances de suivi de l'étude

Le comité de suivi

Représentants du ministère de la Défense (Division Pilotage CECLANT / COMBd BSL)

ADEUPa

AUDELOR

Le comité de pilotage

Ministère de la Défense : le Préfet maritime

La Présidente de la commission de la défense nationale et des forces armées

Brest métropole : le Vice-Président chargé de l'économie

ADEUPa : le Directeur

Un représentant de l'AUDELOR

Le calendrier de l'étude

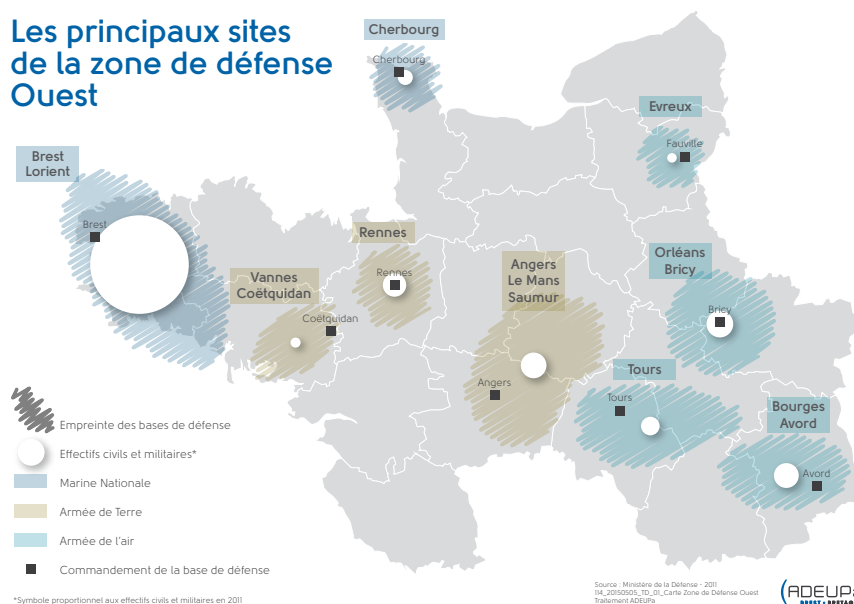
Comité technique

- le 14/03/14 – Lancement de l'étude
- le 15/09/14 - Premiers résultats, organisation pour la finalisation de l'étude

Comité de pilotage

- le 04/11/14 – Présentation des pre-

Les principaux sites de la zone de défense Ouest



*Symbole proportionnel aux effectifs civils et militaires en 2011

miers résultats, compléments à apporter

- le 18/05/15 – Résultats finalisés

La collecte d'informations

Pour obtenir une vision la plus exhaustive des dépenses engagées par le ministère de la Défense, les principaux donneurs d'ordres ont été contactés :

- le service de soutien de la flotte (SSF), rencontré le 11 avril 2014
- l'ESID, le 11 avril 2014
- l'atelier industriel de l'aéronautique (AIA) de Bretagne, le 22 avril 2014
- la PFAF ouest, le 25 avril 2014
- l'ENSTA Bretagne, le 11 juin 2014
- le service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM), le 12 juin 2014
- la DIRISI
- l'HIA Clermont-Tonnerre.

Les donneurs d'ordre ont été sollicités pour fournir leurs dépenses effectives dans les années 2011 à 2013, une moyenne sur trois années permettant de lisser des pics d'activité et des dépenses exceptionnelles (d'investissement par exemple).

À partir des fichiers reçus, les entreprises attributaires des marchés ont été localisées afin de mesurer les retombées économiques territoriales. Pour chaque société, au-delà de l'adresse

du siège social, nous avons recherché l'existence d'établissement(s) secondaire(s) dans le périmètre de la base de défense de Brest-Lorient pour y affecter les dépenses du ministère de la Défense. Par exemple, le groupe Quille Construction, filiale du groupe Bouygues construction, a son siège social à Nantes ; pour autant, les commandes du Ministère ont des retombées pour l'activité et l'emploi de l'agence située à Brest.

Certaines dépenses n'ont pas été affectées à un territoire en particulier, soit par manque d'information, soit par convention statistique pour certaines activités (production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau ; activité postale ; télécommunications ; direction des finances publiques).

Un éclairage complémentaire sur l'économie de la défense

Suite au comité de pilotage du 15 mai 2015, un zoom a été apporté sur l'économie de la défense, en complément des marchés attribués par la base de défense de Brest-Lorient. Les groupes industriels THALES et DCNS ont été associés à l'analyse et ont communiqué des données sur l'emploi, leur activité, leurs fournisseurs et sous-traitants.

Dépenses des grands donneurs d'ordre de la base de défense de Brest-Lorient

Le service de soutien de la flotte

335,2 M€
montant annuel moyen HT

Source : ce montant est une moyenne calculée à partir des marchés attribués par le SSF entre 2011 et 2013, en tenant compte de leur durée. A été pris en compte en complément un marché notifié en 2010, qui concerne le maintien en condition opérationnelle (MCO) des SNLE, et qui induit des dépenses significatives entre 2011 et 2013.

La mission du SSF est d'assurer la maîtrise d'ouvrage dans le domaine du MCO des bâtiments de surface, sous-marins et moyens associés de la Marine Nationale.

Avec une dépense moyenne annuelle de 335 M€, le SSF constitue le principal donneur d'ordres de la base de défense.

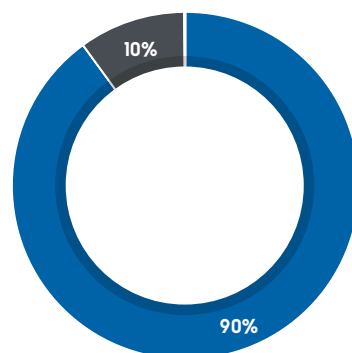
Les commandes du SSF ont un impact financier majeur pour les entreprises localisées dans la base de défense de Brest-Lorient (90 % des sommes engagées).

DCNS représente de loin le principal fournisseur, avec 83 % du montant payé par SSF dans la période observée.

Principales entreprises attributaires des marchés du SSF (92 % du montant total)

ENTREPRISE	LOCALISATION	ACTIVITÉ
DCNS	Brest	Expert du naval de défense
STX	Saint-Nazaire	Fabrication d'autres matériels de transport
CNN MCO	Guipavas	Entreposage et services auxiliaires des transports
PIRIOU NAVAL SERVICES	Concarneau	Réparation, installation de machines et d'équipements
THALES	Brest	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques

Impact territorial des dépenses du SSF



83 %
des dépenses engagées versées à DCNS



Photo : Alain Monot - Marine Nationale

La plate-forme achats-finances ouest

100 M€
montant annuel moyen HT

Source : compte tenu d'une organisation relativement récente et du déploiement de nouveaux moyens informatiques, la PFAF ouest a fourni les données pour l'année 2013 uniquement. Pour autant, cela n'obère pas la qualité des résultats puisque les dépenses engagées chaque année sont sensiblement les mêmes et correspondent pour l'essentiel à du fonctionnement.

Les principaux achats de la PFAF ouest concernent les services de transport maritime (par exemple, la traversée

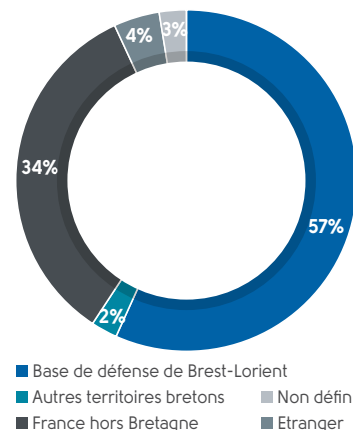
Principales entreprises attributaires des marchés de la PFAF ouest (44 % du montant total)

ENTREPRISE	LOCALISATION	ACTIVITÉ
LES ABEILLES	Brest	Services de transports
BOURBON OFFSHORE SURF	Marseille	Services maritimes
UGAP	Marne la Vallée	Centrale d'achats
RICOH FRANCE	Brest	Commerce de gros
COMPAGNIE MARITIME NANTAISE	Brest	Services de transports

de la rade de Brest assurée quotidiennement vers l'île longue et la BAN de Lanvéoc-Poulmic).

Les marchés de prestations induisent pour la plupart une activité et des emplois dans le périmètre de la base de défense de Brest-Lorient (par exemple, les salariés des entreprises de net-

Impact territorial des dépenses de la PFAF ouest

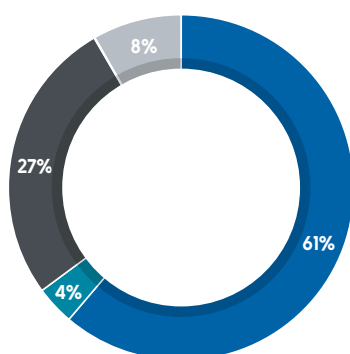


toyage, de sécurité, de la restauration collective...). Les principales dépenses auprès d'entreprises extérieures à la base de défense concernent les achats auprès des Bourbon offshore surf (armateur leader des services maritimes à l'offshore) et de l'UGAP (centrale d'achat public).

L'établissement du service d'infrastructure de la défense

205,1 M€
montant annuel moyen HT

Impact territorial des dépenses de l'ESID



■ Base de défense de Brest-Lorient
■ Autres territoires bretons ■ Non défini
■ France hors Bretagne ■ Etranger

Principales entreprises attributaires des marchés de l'ESID (36 % du montant total)

ENTREPRISE	LOCALISATION	ACTIVITÉ
DCNS	BREST	Expert du naval de défense
ENTREPRISE MARC	BREST	Travaux de construction spécialisés
QUILLE CONSTRUCTION	BREST	Construction de bâtiments
CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES	ABREST	Construction de bâtiments
SOCIETE DE FORCE ET LUMIERE	CAUDAN	Travaux de construction spécialisés

Source : les dépenses de l'ESID ont été calculées sur la base d'une moyenne des montants versés entre 2011 et 2013.

Les dépenses de l'ESID concernent les travaux de bâtiments et travaux publics et études associées ainsi que la maintenance d'installations techniques. On retrouve de fait des

interventions de nombreuses entreprises de construction comme Quille construction, Mab construction, les groupes Spie, Inéo, Suez, Eiffage, Cegelec... Ces groupes sont souvent d'envergure nationale et internationale, mais ont en général au moins un établissement dans l'ouest breton.

Les autres donneurs d'ordre

L'atelier industriel de l'aéronautique de Bretagne

3,1 M€

montant annuel
moyen HT

Source : compte tenu d'une organisation relativement récente et du déploiement de nouveaux outils informatiques, l'AIA Bretagne a fourni les éléments comptables pour les années 2012 et 2013. La liste des fournisseurs n'a été communiquée que pour le territoire breton.

L'AIA de Bretagne, créé le 1^{er} janvier 2011, est déployé sur chacune des bases de Landivisiau, Lanvéoc-Poulmic et Lann-Bihoué. Il est principalement chargé du maintien en condition opérationnelle des aéronefs.

- L'antenne AIA de Lann-Bihoué est chargée du MCO des Atlantique 2 et des Hawkeye-E2C.

- Celle de Lanvéoc-Poulmic est principalement orientée vers le MCO des hélicoptères Lynx et Alouette III.

- L'activité de l'antenne de Landivisiau est essentiellement tournée vers les avions de chasse Super Etendard modernisés et Rafale.

Les principaux achats concernent les rechanges pour la maintenance aéronautique et la sous-traitance aéronautique.

Le montant moyen annuel des dépenses de l'AIA est de 3,1 M€. Environ 41 % des dépenses sont réalisées auprès de fournisseurs installés dans la base de défense de Brest-Lorient.

Les principaux fournisseurs exercent une activité de commerce de gros pour l'industrie et le bâtiment : Descours & Cabaud, Bellion-Tampléu-Cappe... En Bretagne, la majeure partie des achats est réalisée auprès du groupe Descours & Cabaud (enseignes Prolians, Dexis).

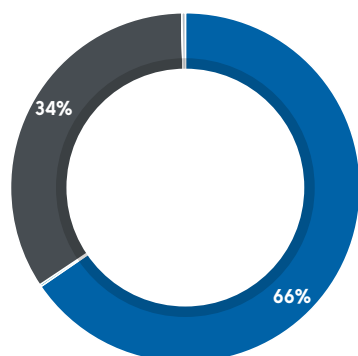
Environ 41 % des dépenses sont réalisées auprès de fournisseurs installés dans la base de défense de Brest-Lorient

La direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information

8,9 M€

montant annuel
moyen HT

Impact territorial des dépenses de la DIRISI



■ Base de défense de Brest-Lorient
■ Autres territoires bretons ■ Non défini
■ France hors Bretagne ■ Etranger

Principales entreprises attributaires des marchés de la DIRISI (50 % du montant total)

ENTREPRISE	LOCALISATION	ACTIVITÉ
SPIE OUEST CENTRE	GUIPAVAS	Travaux d'installation électrique
SNEF	BREST	Travaux d'installation électrique
CLEMESSY	GUIPAVAS	Travaux d'installation électrique
ENTREPRISE MARC	BREST	Travaux de construction spécialisés
AIR (automatisme informatique radio télécommunication)	CAEN	Travaux d'installation électrique

Source : les dépenses de la DIRISI ont été communiquées pour quatre années (2010 à 2013).

Les principaux domaines d'achats de la DIRISI concernent les travaux d'installation, de maintenance et de sécurisation des réseaux et communications.

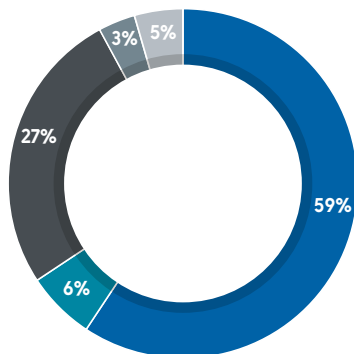


Photo : Franck Bétermin - Brest métropole

L'école nationale supérieure des techniques avancées

7,1 M€
montant annuel
moyen HT

Impact territorial des
dépenses de l'ENSTA
Bretagne



■ Base de défense de Brest-Lorient
■ Autres territoires bretons ■ Non défini
■ France hors Bretagne ■ Etranger

Principales entreprises attributaires des marchés de l'ENSTA Bretagne
(41 % du montant total)

ENTREPRISE	LOCALISATION	ACTIVITÉ
CARLSON WAGON LIT TRAVEL	BREST	Activités des agences de voyage
RS COMPONENTS SAS	BEAUVAIS	Commerce de gros
LA POSTE	NON DEFINI	Activités de poste et de courrier
COMPTOIR METALLURGIQUE DE BRETAGNE	BREST	Commerce de gros
ELRES/ELIOR	BREST	Restauration collective

Source : les dépenses de l'ENSTA Bretagne ont été communiquées pour quatre années (2010 à 2013).

Créée en 1971, l'ENSTA Bretagne est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche, sous tutelle de la DGA du ministère de la Défense. Elle rassemble, sur son campus brestois, une école d'ingénieurs et un centre de recherche pluridisciplinaires, soit 800 étudiants et 80 doctorants.

L'école était destinée à l'origine à former exclusivement des ingénieurs militaires pour les besoins du ministère de la Défense. Aujourd'hui, 80 % des diplômés trouvent des débouchés dans le civil et 20 % se destinent à une carrière militaire.

Les achats de l'ENSTA Bretagne sont diversifiés, avec une prédominance des prestations de services.

L'hôpital d'instruction des armées Clermont-Tonnerre

2,2 M€

montant annuel moyen HT

Source : les données communiquées par l'HIA sont partielles puisqu'elles ne portent pas sur une année complète (achats de janvier à mi-octobre 2014). En outre, elles n'intègrent pas les achats réalisés par la direction des approvisionnements en produits de santé des armées, située à Orléans.

L'HIA Clermont-Tonnerre appartient à un ensemble hospitalier militaire réparti sur neuf sites en France. Si le soutien des forces armées et de la communauté de défense est sa raison d'être, il participe à l'offre publique de soins dans le cadre de la loi « Hôpital, patients, santé et territoires ». À ce titre, il est ouvert à tous les assurés sociaux.

Principales entreprises attributaires des marchés du HIA (20 % du montant total)

ENTREPRISE	LOCALISATION	ACTIVITÉ
ACSIA – DCM*	NOISY LE GRAND	Administration publique et défense
CHRU Brest	BREST	Activités pour la santé humaine
EAU DU PONANT	GUIPAVAS	Captage, traitement et distribution d'eau
COVIDIEN France SAS	COURBEVOIE	Commerce de gros
GDF SUEZ	NON DEFINI	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné

* Agence comptable des services industriels de l'armement – département comptable ministériel

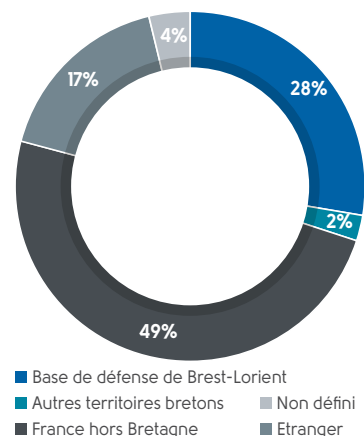
Au niveau des achats du SSA, il existe une direction des approvisionnements en produits de santé des armées, située à Orléans. Celle-ci joue le rôle d'une véritable centrale d'achats responsable des acquisitions par marchés publics et de la passation des contrats de maintenance des équipements

médicaux. Elle dispose de quatre établissements de ravitaillement et de matériels, dont une pharmacie centrale qui fabrique des médicaments spécifiques. L'impact économique est relativement peu important dans le périmètre de la base de défense de Brest-Lorient, par rapport aux autres donneurs d'ordre.



Photo : Hôpital d'instruction des armées - ADEUPa

Impact territorial des dépenses du HIA

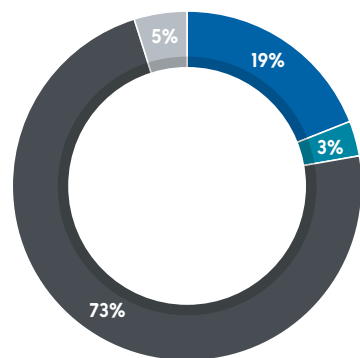


Le service hydrographique et océanographique de la marine

15 M€

montant annuel moyen HT

Impact territorial des dépenses du SHOM



- Base de défense de Brest-Lorient
- Autres territoires bretons
- France hors Bretagne
- Non défini
- Etranger

Principales entreprises attributaires des marchés du SHOM (14 % du montant total)

ENTREPRISE	LOCALISATION	ACTIVITÉ
STATENS KARTVERK	NORVEGE	Services d'information
DCNS	BREST	Expert du naval de défense
TOLMER	GUIPRONVEL	Imprimerie et reproduction d'enregistrements
CARIS GEOGRAPHIE INFORMATION	PAYS-BAS	Programmation, conseil et autres activités informatiques
FUGRO GEOID SAS	JACOU	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques

Établissement public administratif sous tutelle du ministère de la Défense, il a pour mission de connaître et décrire l'environnement physique marin dans ses relations avec l'atmosphère, les fonds marins et les zones littorales, d'en prévoir l'évolution et d'assurer la diffusion des informations correspondantes.

Les achats du SHOM concernent principalement des fournitures et des services, courants ou plus spécialisés, dans le domaine de l'hydrographie et de l'océanographie.

Au total, ce sont environ 15 M€ qui sont dépensés chaque année.

La direction générale de l'armement

61 M€

montant annuel moyen HT

Ce montant est partiel ; il représente une commande unique pour le marché relatif à l'adaptation du SNLE Le Vigilant au missile M51. Ce marché a été notifié en 2010, pour un montant de 244 M€ de 2010 à 2013.

Le titulaire du marché est DCNS Brest.



Photo : Vue aérienne de la base navale - Thierry Joyeux - Brest métropole

Synthèse des dépenses des donneurs d'ordre

737,6 millions d'euros dépensés par an

La somme de ces montants moyens aboutit à une dépense annuelle d'environ 737,6 M€. Il s'agit d'un montant sous-estimé dans la mesure où certains marchés n'ont pas pu être pris en compte :

- Les commandes de la DGA, à l'exception du marché de l'adaptation du SNLE Le Vigilant
- Les marchés conclus précédemment à 2011 et qui peuvent pourtant avoir un impact dans l'activité des entreprises entre 2011 et 2013. C'est par exemple le cas des marchés notifiés par le SSF pour le MCO des bâtiments ; leur durée est souvent de cinq ans. Le seul marché préalable à 2011 pris en compte est celui du MCO des SNLE.

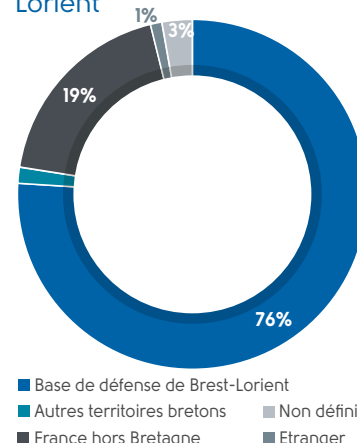
	DÉPENSE ANNUELLE MOYENNE HT
Service de soutien de la flotte	335,2 M€
Plate-forme achats-finances ouest	100 M€
Etablissement du service d'infrastructure de la défense	205,1 M€
Atelier industriel de l'aéronautique de Bretagne	3,1 M€
Direction interarmées des réseaux d'Infrastructure et des systèmes d'information	8,9 M€
Ecole nationale supérieure des techniques avancées Bretagne	7,1 M€
Hôpital d'instruction des armées Clermont-Tonnerre	2,2 M€
Service hydrographique et océanographique de la marine	15 M€
Direction générale de l'armement	61 M€
TOTAL	737,6 M€

Un impact territorial majeur

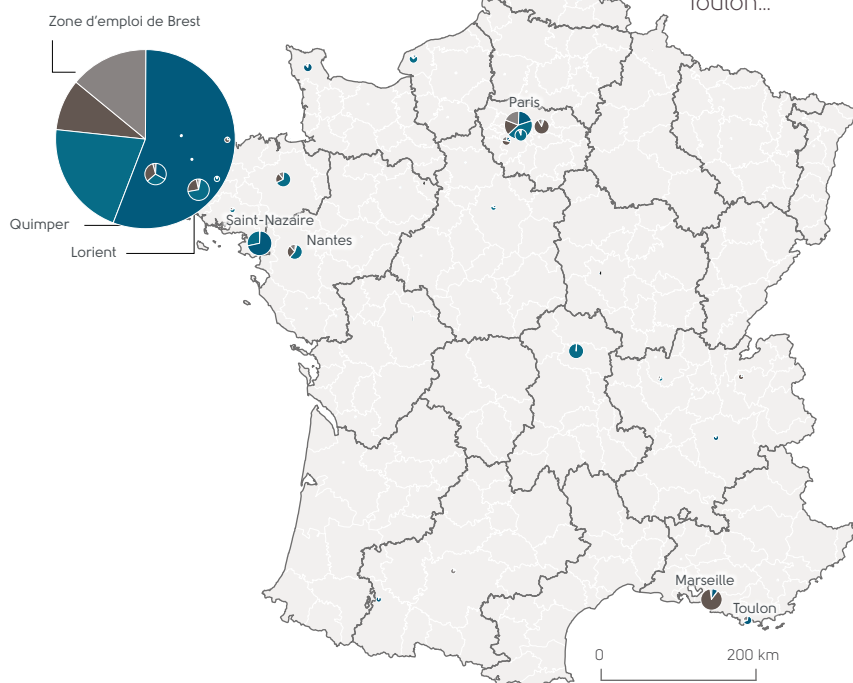
Près des trois quarts des dépenses des principaux donneurs d'ordre représentent des commandes auprès d'entreprises installées sur le périmètre de la base de défense de Brest-Lorient (soit près de 560 M€ par an).

Hors Bretagne, les principales zones d'emploi bénéficiaires sont celles de la région parisienne, puis celles de Saint-Nazaire, Marseille-Aubagne, Nantes, Cherbourg-Octeville, Poitiers, Le Havre, Toulon...

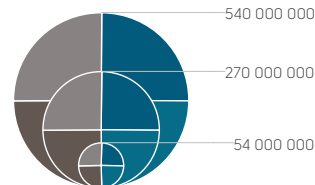
Impact territorial des dépenses des grands donneurs d'ordre de la base de défense de Brest-Lorient



Dépense annuelle moyenne des principaux donneurs d'ordre de la base de défense de Brest-Lorient par zone d'emploi (en euros HT)



DÉPENSE ANNUELLE MOYENNE EN EUROS HT



- SSF
- ESID
- PFAF ouest
- Autres entités d'achats

ADEUP
BREST • BRETAGNE

Ref.:114_20150506_JB_Dépenses_donneurs_ordres_Bases_Brest_Lorient_ZE
Source : Ministère de la Défense
GEOFLA® - ©IGN - Paris - 2009 - Reproduction interdite - Licence N°2009-CISO25-40

Emplois, masse salariale et pensions

L'emploi est un indicateur majeur pour comprendre et mesurer l'impact d'un acteur économique. Différentes catégories d'emplois peuvent être distinguées : l'emploi direct, indirect et induit.

L'emploi direct est le plus évident ; dans le cas présent, il s'agit des emplois qui dépendent du ministère de la Défense.

Les emplois indirects résultent des commandes effectuées par l'entité étudiée ; l'objectif est donc de transformer des dépenses en emplois.

Enfin, la présence du personnel du ministère de la Défense, ainsi que celle des salariés des entreprises fournissant des biens et services pour la base de défense de Brest-Lorient, contribuent à alimenter l'économie locale. Ce sont les **emplois induits**.

21 381 emplois directs en ETP

En 2014, les effectifs civils et militaires de la base de défense de Brest-Lorient s'élèvent à **21 381 emplois en équivalent temps plein (ETP)**, soit près de 8 % des effectifs de la Défense en France¹.

Une grande partie du personnel du ministère de la Défense (58 %) travaille à Brest. Le port de Brest, à la fois base de la force océanique stratégique et d'une partie de la force d'action navale, occupe le premier rang des ports militaires européens de l'Atlantique.

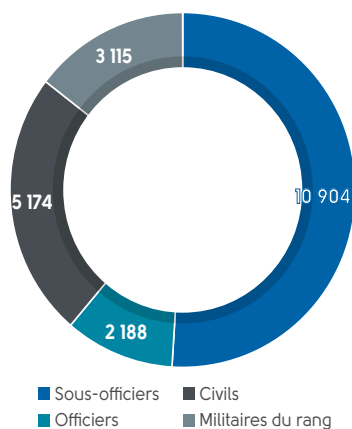
La presqu'île de Crozon et l'agglomération lorientaise accueillent un nombre sensiblement égal de salariés (un peu plus de 3 400 emplois en ETP). Chacun de ces territoires représente environ 16 % de l'effectif total de la base de défense de Brest-Lorient. Les autres sites significatifs sont la BAN de Landivisiau et le radar de Loperhet.



Photo : Simon Cohen - Brest métropole

Le ministère de la Défense constitue souvent un employeur majeur de l'économie locale ; c'est particulièrement le cas dans la presqu'île de Crozon et dans le secteur de Landivisiau où il représente respectivement 48 % et 22 % de l'emploi total.

Effectifs 2014 de la base de défense Brest-Lorient



« Le ministère de la Défense représente 48 % de l'emploi dans la presqu'île de Crozon »

Localisation des emplois directs au sein de la base de défense de Brest-Lorient

	EFFECTIFS 2014 EN ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN	RÉPARTITION EN %	PART DES SALARIÉS DE LA DÉFENSE DANS L'EMPLOI TOTAL
Brest	12 477	58 %	15 %
Presqu'île de Crozon	3 470	16 %	48 %
Lorient (y compris Ploemeur, Quéven, Guidel où est implantée la BAN de Lann Bihoué)	3 415	16 %	7 %
BAN Landivisiau	1 547	7 %	22 %
Loperhet	196	1 %	17 %
Diffus (sémaphores, Quimper,...)	276	1 %	Non significatif
TOTAL	21 381	100 %	

Source : ministère de la Défense

1. Source : Bilan social 2013, Secrétariat général pour l'administration. En 2013 les effectifs du ministère de la Défense, exprimés en équivalent temps plein travaillé, sont de 278 715 personnes (77 % de militaires et 23 % de civils).

En 2014, la part des **officiers** dans la base de défense de Brest-Lorient représente 13,5 % des effectifs militaires. Cela reste comparable à la moyenne nationale (14,7 %) de 2010 ainsi qu'à la moyenne de la Marine (12,3 %).

Pour les **sous-officiers**, en revanche, leur part est surreprésentée localement : 67,3 %. A l'échelle nationale, les sous-officiers ne représentent que 44,4 %. Pour la Marine, le ratio est comparable (63 %).

En conséquence, la part des **militaires du rang** (19,2 %) est sensiblement inférieure à la moyenne nationale (40,9 %) et à celle de la Marine (24,6 %).

La part du **personnel civil** dans la base de défense de Brest-Lorient (24 %) est très proche de la moyenne nationale.

3 500 emplois indirects en ETP

Les emplois indirects, qui résultent des commandes passées au titre des activités de défense, constituent un élément d'appréciation important de l'impact de la défense sur l'économie locale.

Au total, les 560 M€ identifiés dans la première partie de l'étude comme des dépenses auprès d'entreprises locales ont été convertis en nombre d'emplois². Ce sont environ 3 500 emplois indirects en ETP qui travaillent pour la base de défense de Brest-Lorient.

Une précision s'impose : il ne s'agit pas ici d'évaluer les emplois du secteur de la défense, mais d'estimer le nombre de salariés travaillant pour le compte de la base de défense de Brest-Lorient. En d'autres termes, nous n'intégrons pas ici l'ensemble des salariés de DCNS ou de Thales, mais uniquement ceux qui produisent des biens ou des services en réponse à une commande de la base de défense.

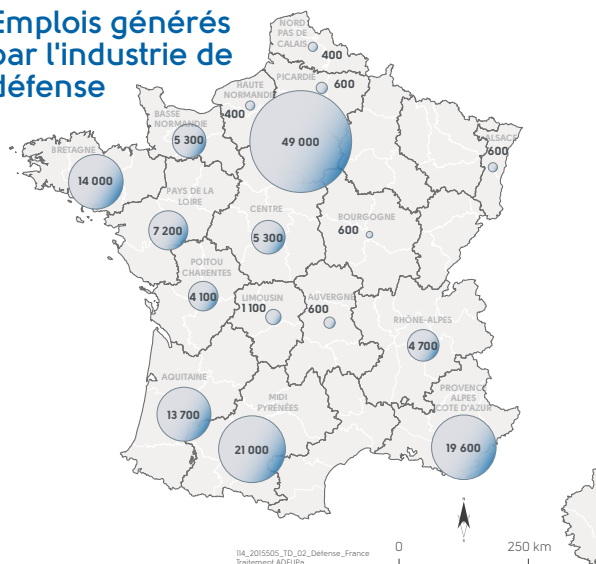
2. Le calcul des emplois indirects s'appuie sur un ratio national entre chiffre d'affaires et emplois. Ce ratio est utilisé directement pour l'ensemble des secteurs, à l'exception de de l'industrie et de la construction. Pour ces activités, une part moyenne de l'emploi intérimaire est intégrée.

Effectif moyen du personnel militaire en activité des trois armées, de la DGA et des autres services, par catégorie de grade en 2010

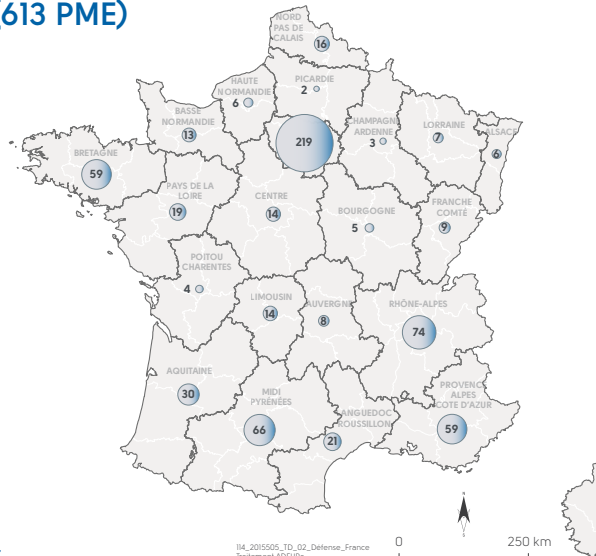
CATÉGORIE	TERRE	MARINE	AIR	DGA	AUTRES ¹	TOTAL
Officiers	15 969	4 554	8 429	1 939	4 770	35 661
Sous-officiers	42 472	23 241	31 853	100	9 974	107 640
Militaires du rang	62 834	9 090	16 207	18	10 916	99 065
TOTAL	121 275	36 885	56 489	2 057	25 660	242 366

Source : ministère de la Défense, observatoire économique de la défense
1 - Administration centrale, affaires pénales, SSA, SEA, PPE, CGA et hors budget
NB : les nombres ont été arrondis à l'unité supérieure.

Emplois générés par l'industrie de défense



Répartition régionale des PME "stratégiques" pour la défense (613 PME)



ADEUPa
BRETAGNE

Sources : Loi de programmation militaire 2014-2019

D'un point de vue spatial, les emplois indirects sont très majoritairement des emplois de proximité puisque près de 80 % d'entre eux se situent dans le territoire de la base de défense. L'impact dans le reste de la région Bretagne reste limité ; il est plus conséquent à l'extérieur de la région.

Localisation des emplois indirects en ETP

TERRITOIRE	EMPLOIS EN ETP
Zone d'emploi de Brest	2 582
Autres communes de la base de défense de Brest-Lorient	174
Autres territoires bretons	77
France hors Bretagne	535
Etranger	50
A territorial	56
TOTAL GÉNÉRAL	3 474

Par entité, et compte tenu des limites de l'étude, les deux principaux pourvoyeurs d'emplois sont le SSF et l'ESID, avec respectivement 47,4 % et 25,3 % du total des emplois indirects.

ENTITÉS	TRADUCTION DES COMMANDES EN EMPLOIS EN ETP	PART
SSF	1 645	47,4 %
ESID	877	25,2 %
PFAF ouest	496	14,3 %
DGA	310	8,9 %
SHOM	67	1,9 %
DIRISI	44	1,3 %
ENSTA Bretagne	28	0,8 %
HIA	6	0,2 %
TOTAL GÉNÉRAL	3 474	100 %

DCNS est largement le principal employeur local qui travaille pour le ministère de la Défense. Il s'agit aussi bien des sites de Brest, Crozon et Lorient.

Pour les autres entreprises concernées, l'impact financier est plus faible, mais peut représenter une part importante de leur activité. Les salariés des entreprises sous-traitantes ne sont pas intégrés dans cette estimation.

Principales entreprises concernées par les commandes des donneurs d'ordre de la base de défense de Brest-Lorient

ENTREPRISES	TRADUCTION DES COMMANDES EN EMPLOIS EN ETP
DCNS	1 925*
LES ABEILLES	71*
ENTREPRISE MARC	65*
CNN MCO	56*
SPIE OUEST CENTRE	38*

* ces chiffres ne représentent qu'une partie des effectifs des entreprises, soit les emplois qui résultent des commandes directement passées par la BdD de Brest-Lorient

15 000 emplois induits

L'emploi induit correspond aux emplois liés à la vie courante des salariés et de leur famille : biens de consommation, logement, loisirs, services...

Les emplois induits par les personnels de défense

La masse salariale brute versée en 2012 s'élève à **732,5 M€³**, soit 7 % de la masse salariale brute des établisse-

ments publics et privés du territoire.

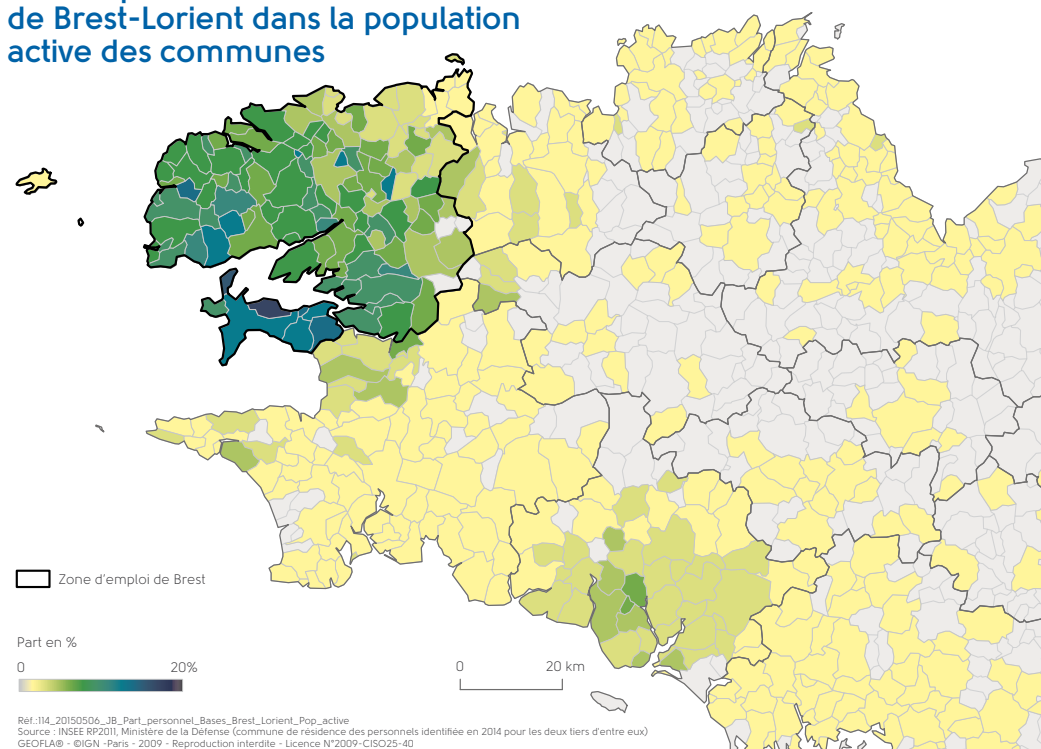
La présence de salariés du ministère de la Défense a un impact important pour l'économie locale. En termes de choix résidentiel, cette population privilégie le plus souvent la proximité immédiate du lieu de travail et la façade maritime. Dans la presqu'île de Crozon, les actifs du ministère de la Défense représentent plus de 10 % de la population active résidente. Autour de Brest, c'est surtout à l'ouest qu'ils élisent domicile, en particulier entre Le Conquet et Plouzané.

L'impact territorial de la BAN de Lann-Bihoué est circonscrit aux communes avoisinantes, alors que ce n'est pas vraiment le cas pour la BAN de Landivisiau. Les salariés de cette dernière semblent privilégier des lieux de résidence à l'ouest, vers Brest et le long de la RN 12.

Au final, le lieu de résidence du personnel finistérien du ministère de la Défense correspond approximativement au périmètre de la zone d'emploi de Brest.

Le coefficient d'induction de la base de défense de Brest-Lorient est de 0,6235.

Part du personnel de la base de défense de Brest-Lorient dans la population active des communes



3. Source : Recensement des agents de l'Etat



Photo : blvdone - Shutterstock

Autrement dit, un actif du ministère de la Défense qui réside dans le périmètre étudié engendre 0,6235 emploi, par le biais de ses dépenses de consommation.

Pour mesurer les effets locaux, nous n'avons retenu que les salariés ayant leur domicile dans le périmètre étudié. Ce sont environ 16 600⁴ emplois en ETP qui sont recensés. Au total, 10 360 emplois en ETP sont induits par la présence du personnel du ministère de la Défense.

Les retraités présents sur le territoire de la base de défense de Brest-Lorient

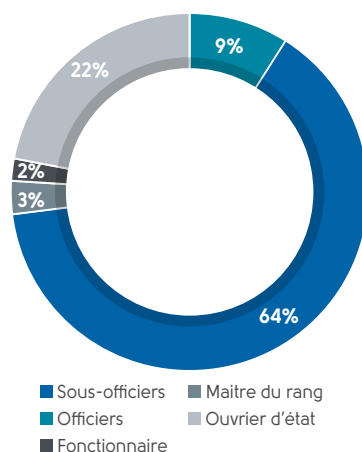
De nombreux retraités du ministère de la Défense ont choisi de passer leur retraite sur le territoire de la base de défense de Brest-Lorient. Au total, ce sont 25 000 ayants droit⁵ et

4. Les communes de résidence des actifs du ministère de la Défense ont été identifiées dans l'étude menée par l'ADEUPa en 2012.

5. Ayants droit : pour la retraite, il s'agit des personnes qui ont travaillé pour le ministère de la Défense.

près de 12 000 ayants cause⁶ qui perçoivent une retraite du ministère de la Défense. Il s'agit majoritairement de sous-officiers (64 %) et d'ouvriers d'Etat (22 %).

Statut des retraités de la base de défense de Brest-Lorient



6. Ayants cause : ce sont des membres de la famille du bénéficiaire de la prestation de retraite.

Chaque année, les montants perçus par les ayants droit et ayants cause s'élevaient à environ 610 M€.

Pour mesurer l'impact de la présence des retraités, leurs revenus nets (hors impôts) ont été traduits en emplois.⁷

Nous estimons à 2 600 le nombre d'emplois liés à la présence des retraités du ministère de la Défense sur le périmètre de la base de défense Brest-Lorient.

Les emplois induits par les emplois indirects

3 500 emplois indirects sont comptabilisés en ETP. Nous ne retenons que le personnel des entreprises disposant d'établissements dans la base de défense Brest-Lorient ; faute d'information sur le lieu de résidence, nous supposons qu'ils habitent tous dans le périmètre d'étude. Le nombre d'emplois induits en ETP par les emplois indirects est de 2 200.

732,5 M€
masse salariale brute versée en 2012

7. Le calcul est réalisé à partir d'une estimation du revenu net (hors impôt) des retraités. Ce montant, multiplié par un ratio régional emploi résidentiel / PIB permet d'estimer le nombre d'emplois.

L'emploi total

Près de 40 000 emplois en ETP

La somme des emplois qui dépendent de la présence de la base de défense de Brest-Lorient, en ETP, est de 40 000 emplois en ETP

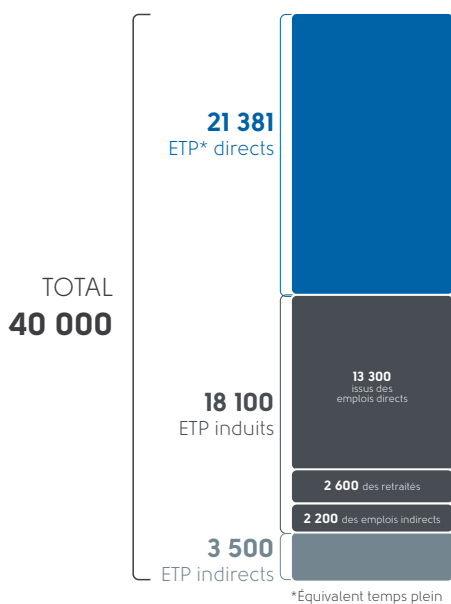


Photo : Base navale - ADEUPa

Une part significative de l'emploi

Ces 40 000 emplois en ETP représentent approximativement 51 200 emplois⁸.

Comparé aux 441 000 emplois du périmètre, la base de défense de Brest-Lorient représente 11,5 % du total. Cet effet est loin d'être uniforme spatialement. Il est plus prégnant dans les pôles majeurs d'emploi comme Brest, Lorient, Landivisiau ou Crozon.

Des comparaisons à portée limitée

Une étude avait été menée en 1998 sur le même sujet⁹, mais sur un périmètre plus restreint car la partie morbihannaise n'était pas intégrée.

A l'époque, la finalité était de mesurer les retombées économiques de la filière défense dans la région brestoise, dans un contexte de restructurations. L'étude avait comptabilisé

33 400 emplois directs et indirects. La méthodologie est toutefois trop différente pour faire des comparaisons suffisamment robustes¹⁰.

Autre élément de comparaison, l'étude menée par l'agence d'urbanisme de Toulon¹¹ permet d'approcher les différences entre les deux principaux ports militaires français. Le périmètre d'étude est plus étroit à Toulon (les 32 communes du schéma de cohérence territoriale Provence Méditerranée). Par ailleurs, l'étude date de 2011 et les emplois indirects n'avaient pas été évalués. Quelques chiffres clés pour illustrer l'impact économique de la défense à Toulon : 610 M€ de salaires versés aux

actifs et 450 M€ de pensions ; 25 000 actifs de la défense, 22 500 retraités, 14 000 emplois induits.

Les flux financiers

Dans le périmètre de la base de défense de Brest-Lorient, les flux financiers liés à la présence du personnel du ministère de la Défense s'élèvent à **1,2 milliard d'euros**. C'est la somme des traitements annuels nets perçus par les actifs de la défense (608 M€¹²) et les pensions des retraités (610 M€).

Il faut ajouter à ce montant les **560 M€** de commandes des donneurs d'ordre de la base de défense de Brest-Lorient auprès des entreprises locales.

8. Pour transformer les ETP en emplois, nous avons calculé le rapport moyen entre ETP et emploi total. Le ratio ainsi calculé atteint 1,128.

9. « L'impact économique de la défense dans la région brestoise » - ADEUPa, 1998

10. L'étude de 1998 prend en compte dans le bassin d'emploi de Brest les appelés du contingent (4 756), les effectifs de DCNS (ex DCN : 6 050 emplois) et de Thales (ex Thomson CSF : 1 450 emplois) qui sont qualifiés d'emplois directs de second rang, les emplois de sous-traitance de la Marine et de DCN. Par ailleurs, l'étude de 1998 se limite à la Marine nationale et ne prend pas en compte les composantes des armées de l'air et de terre.

11. « L'impact économique de la défense dans l'aire toulonnaise, état des lieux et perspectives » - AU[dat], 2011

12. soit la masse salariale brute (732,5 M€)* 87 %

Éclairage sur deux acteurs clés de la filière défense en Bretagne, DCNS et THALES

Dans le projet de LPM 2014-2019, le ministère de la Défense estime à 165 000 le nombre d'emplois générés par l'industrie de défense, 20 000 d'entre eux étant hautement qualifiés. Pas moins de 613 PME stratégiques pour la défense sont répertoriées en France, dont 59 d'entre elles pour la région Bretagne. Cette dernière compterait environ 14 000 emplois générés par l'industrie de défense (cf. cartes page 20).

La LPM prévoit 17 milliards d'euros de dotation annuelle de l'Etat pour la période 2014-2019. Dans ce montant, les crédits destinés aux études amont représenteront 730 M€ en moyenne annuelle.

La filière défense en Bretagne, état des lieux et perspectives

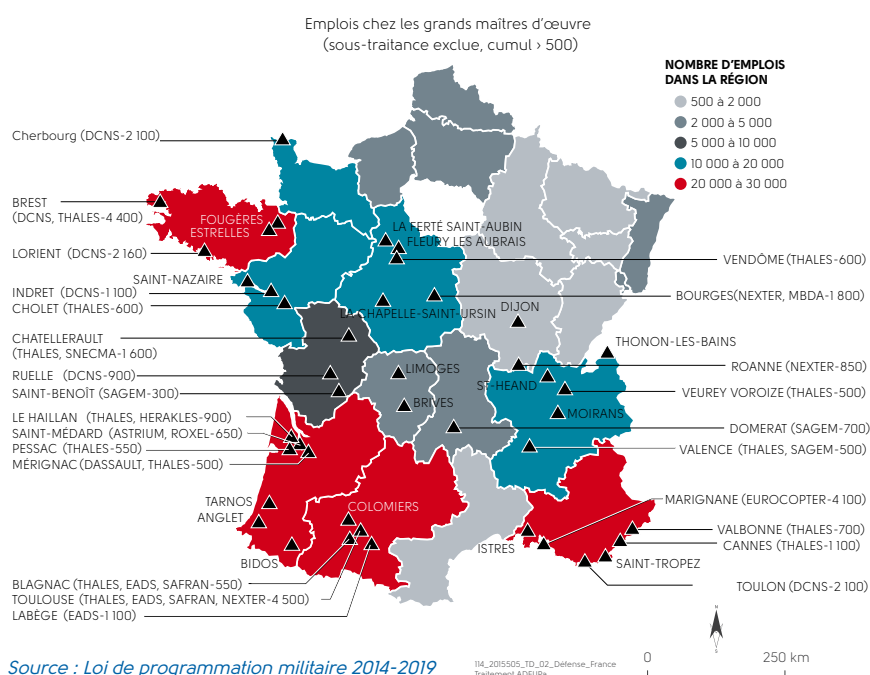
Lors du comité de pilotage du 18 mai 2015, Patricia Adam, Députée et Présidente de la « commission de la défense nationale et des forces armées » de l'Assemblée Nationale, a demandé un éclairage complémentaire sur l'économie de la défense en Bretagne, particulièrement sur les entreprises industrielles majeures que sont DCNS et THALES.

Bretagne développement innovation et les entreprises THALES et DCNS ont accepté de nous délivrer des informations complémentaires.

Une filière bretonne organisée autour de l'activité navale et de l'électronique

400 entreprises sont identifiées par Bretagne développement innovation dans la filière bretonne défense et sécurité. Elles emploient 27 000 salariés et travaillent tout ou partie dans ce domaine. Deux grands donneurs d'ordres se distinguent, THALES et

Répartition des emplois générés par l'industrie de la défense (hors Île-de-France)



DCNS, autour desquels s'est tissé un tissu de PME. Certaines d'entre elles sont positionnées sur des marchés porteurs de très haute technologie.

Plus de la moitié des entreprises de la filière sont des industries. La Bretagne se positionne comme un pôle spécialisé dans le domaine naval et électronique. Dans ce dernier, elle accueille la majorité de l'expertise de la DGA au sein de la division Maîtrise de l'information (DGA/MI), des effectifs de la DIRISI, ainsi que certaines unités de guerre électronique.

La dynamique régionale de la filière s'articule autour de deux axes moteurs : l'innovation, ainsi qu'un réseau dense et structuré d'acteurs. La filière innove afin de développer des technologies clés visant à la modernisation des matériels et des applications, ainsi que pour acquérir des compé-

tences permettant de répondre aux enjeux de défense sur le territoire et dans le monde. Les entreprises s'ap-

PERSONNES RENCONTRÉES

Benoît Lafouasse
directeur d'établissement
du site Thales Underwater
Systems de Brest

Thierry Weulersse
directeur d'établissement
du site Thales Systèmes
Aéroportés de Brest

Dominique Sennedot
directeur du site de DCNS
Brest

Jean-Marie Simon
responsable Gestion du site
DCNS de Brest



Photo : ADEUPa

puient dans leurs stratégies de développement sur plusieurs acteurs clés de la recherche et du transfert technologique ; la Bretagne compte par exemple 9 grandes écoles supérieures impliquées dans la défense comme l'ENSTA Bretagne, Télécom Bretagne, l'École navale ou l'ISEN, 43 équipes de recherche et 9 plateformes et centres techniques.

La cybersécurité reconnue comme pôle d'excellence en Bretagne

Le Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale approuvé par le Président de la République en 2013 élève la cybersécurité au rang de priorité nationale. La part croissante prise par le cyberespace dans nos moyens de défense, notre économie et plus généralement notre mode de vie, engendre des risques qui peuvent se révéler stratégiques. Les menaces contre nos systèmes d'information, civils et militaires, sont déjà une réalité et ne peuvent que croître avec l'utilisation massive des moyens d'information et de communication.

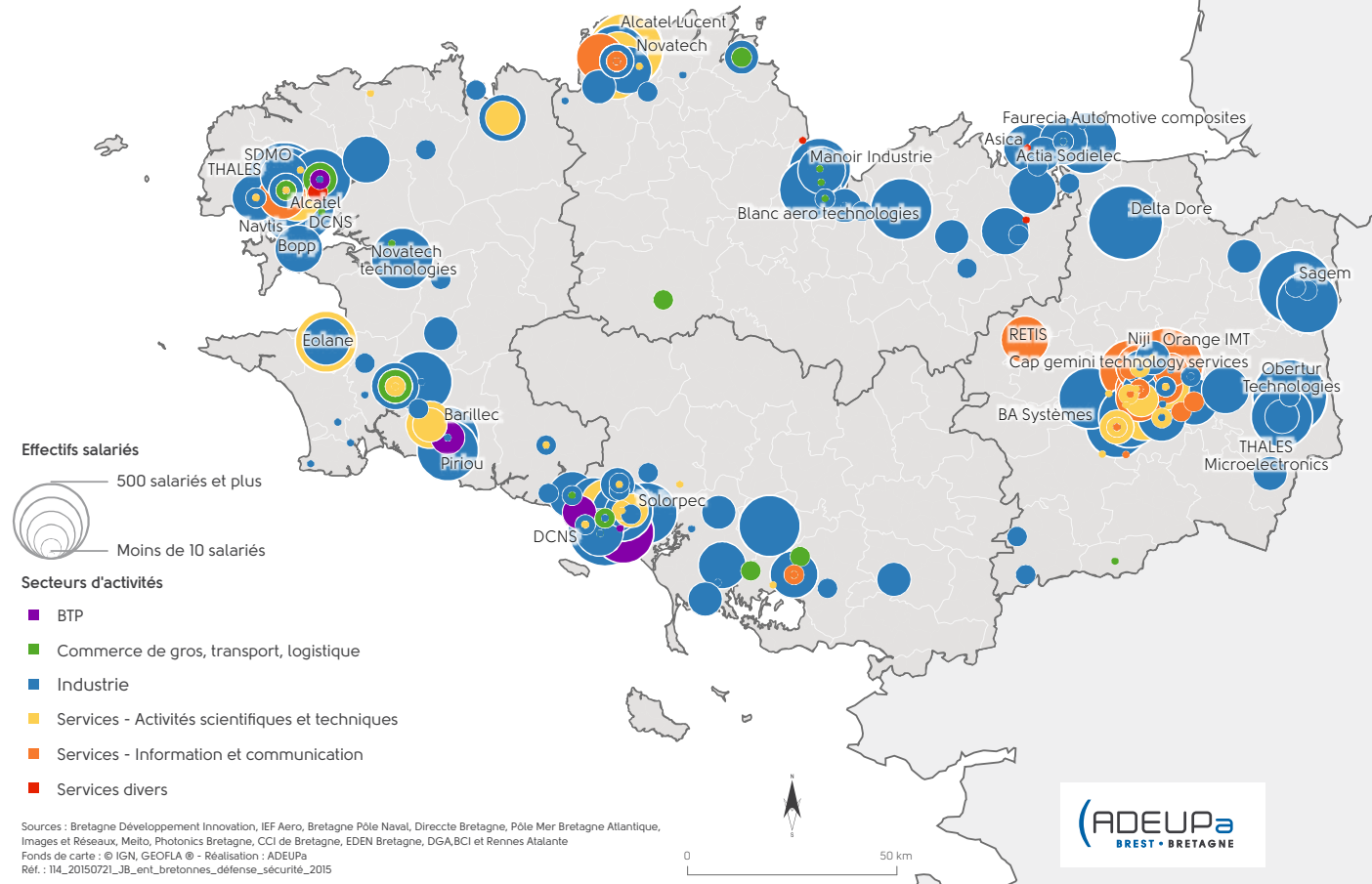
La Bretagne a été reconnue comme pôle d'excellence dans ce domaine. Elle va jouer un rôle important, dans les activités industrielles et d'ingénierie, de recherche et de formation. Par exemple, Télécom Bretagne propose un cursus Cybersécurité, avec comme partenaire DGA-MI, Orange Business services... Dans le Morbihan, l'école d'ingénieurs de l'université de Bretagne sud a créé une formation

cybersécurité. Des enseignements sont aussi proposés depuis peu par le Cnam de Ploufragan.

Ce pôle d'excellence devrait monter en puissance dans les prochaines années puisque la LPM prévoit un investissement d'un milliard d'euros sur la période 2014-2019.

Le Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale approuvé par le Président de la République en 2013 élève la cybersécurité au rang de priorité nationale.

Les entreprises bretonnes de la filière défense et sécurité en 2015



DCNS emploie 5 200 salariés en Bretagne

DCNS est un groupe international de 13 000 salariés spécialisé dans l'armement naval. Il est reconnu pour son savoir-faire dans la conception, la construction et l'entretien des navires militaires de surface et de sous-marins.

Emplois ¹³ : 5 200 salariés en Bretagne

A Brest, 2 800 salariés et près de 200 intérimaires

A Lorient, 2 160 salariés et 75 intérimaires

Les activités des sites bretons de DCNS dépendent essentiellement des commandes du ministère de la Défense (plus des trois quarts du chiffre d'affaires de Brest et Lorient). Le reste de l'activité est tourné vers les marchés

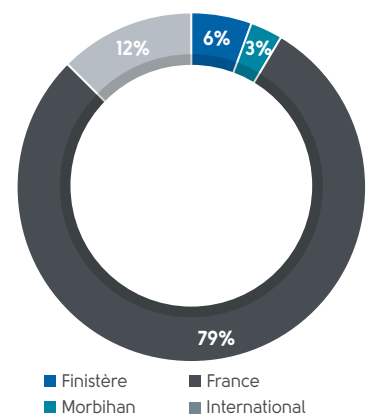
¹³ - Moyenne annuelle calculée sur la base des années 2012 à 2014

export et le développement des énergies marines renouvelables.

Afin de pallier les baisses des budgets de la défense nationale, DCNS mise notamment sur l'internationalisation du maintien en condition opérationnelle des navires. Entre 150 et 200 salariés brestois sont déployés chaque année dans le monde pour le MCO de navires de marines étrangères (contrats en Inde, en Malaise, en Egypte, au Brésil...). Le PDG de DCNS, Hervé Guillou, ambitionne de réaliser plus de la moitié du chiffre d'affaires à l'international d'ici dix ans.

Autre piste de diversification, les énergies marines renouvelables. L'entreprise a choisi d'installer son incubateur EMR à Brest (300 salariés). Le positionnement de la cité du ponant sera vraisemblablement celui de l'éolien flottant, la production industrielle des hydroliennes se faisant à Cherbourg.

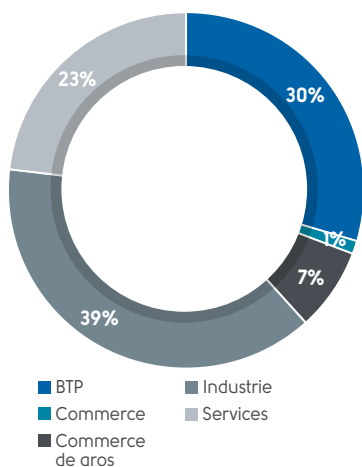
Localisation des fournisseurs de DCNS Brest et Lorient



Fin 2018, les chantiers Iper et adaptation au M51 des trois SNLE s'achèveront, entraînant une baisse d'activité de 25 % à Brest. Une réorganisation est en cours et l'entreprise devrait ne pas remplacer certains départs pour ajuster les effectifs.

Les commandes vers les fournisseurs et sous-traitants finistériens et morbihannais représentent un montant annuel moyen de **146 M€ HT**. En sont bénéficiaires principalement des industriels, des entreprises de BTP et de services.

Ventilation des commandes de DCNS Brest et Lorient par secteur d'activité



146 M€

montant annuel moyen des commandes vers les fournisseurs et sous-traitants finistériens et morbihannais

THALES Brest, parmi les sites majeurs du groupe

Avec 67 000 salariés, le groupe THALES est présent dans une soixantaine de pays et se positionne sur des marchés de pointe : défense, sécurité, espace, aéronautique... L'entreprise fournit à ses clients des outils technologiques adaptés à la collecte, au traitement à la diffusion d'informations.

THALES est installé à Brest depuis 1963 et est organisé en trois activités : THALES systèmes aéroportés, THALES underwater systems et THALES services. Brest représente un des plus gros sites de l'entreprise en France, derrière ceux de la région parisienne, Bordeaux et Cannes. L'activité est ancrée dans la défense navale (guerre électronique, système de protection du Rafale, lutte anti sous-marine ...). Par ailleurs, le groupe bénéficie de la proximité de la base navale où sont utilisées et intégrées les technologies en matière de guerre de mines, d'acoustique...

Les relations avec la base de défense de Brest-Lorient, les acteurs de l'enseignement supérieur-recherche et les entreprises bretonnes constituent un terreau favorable à l'émergence d'une culture commune d'innovations et de savoir-faire.

Le groupe dispose également d'un site en Ille-et-Vilaine, à Etrelles.

Emplois 2014 : 2 100 salariés en Bretagne

A Brest, 1 600 salariés et 40 intérimaires

A Etrelles, 412 salariés et 75 intérimaires + CDD

Les commandes du ministère de la Défense représentent 44 % du chiffre d'affaires des établissements brestois. Les ventes à l'export sont donc prédominantes dans l'activité ; pour autant, les commandes de l'Etat français sont essentielles pour les activités de recherche et le développement de programmes technologiques de nouvelle génération.

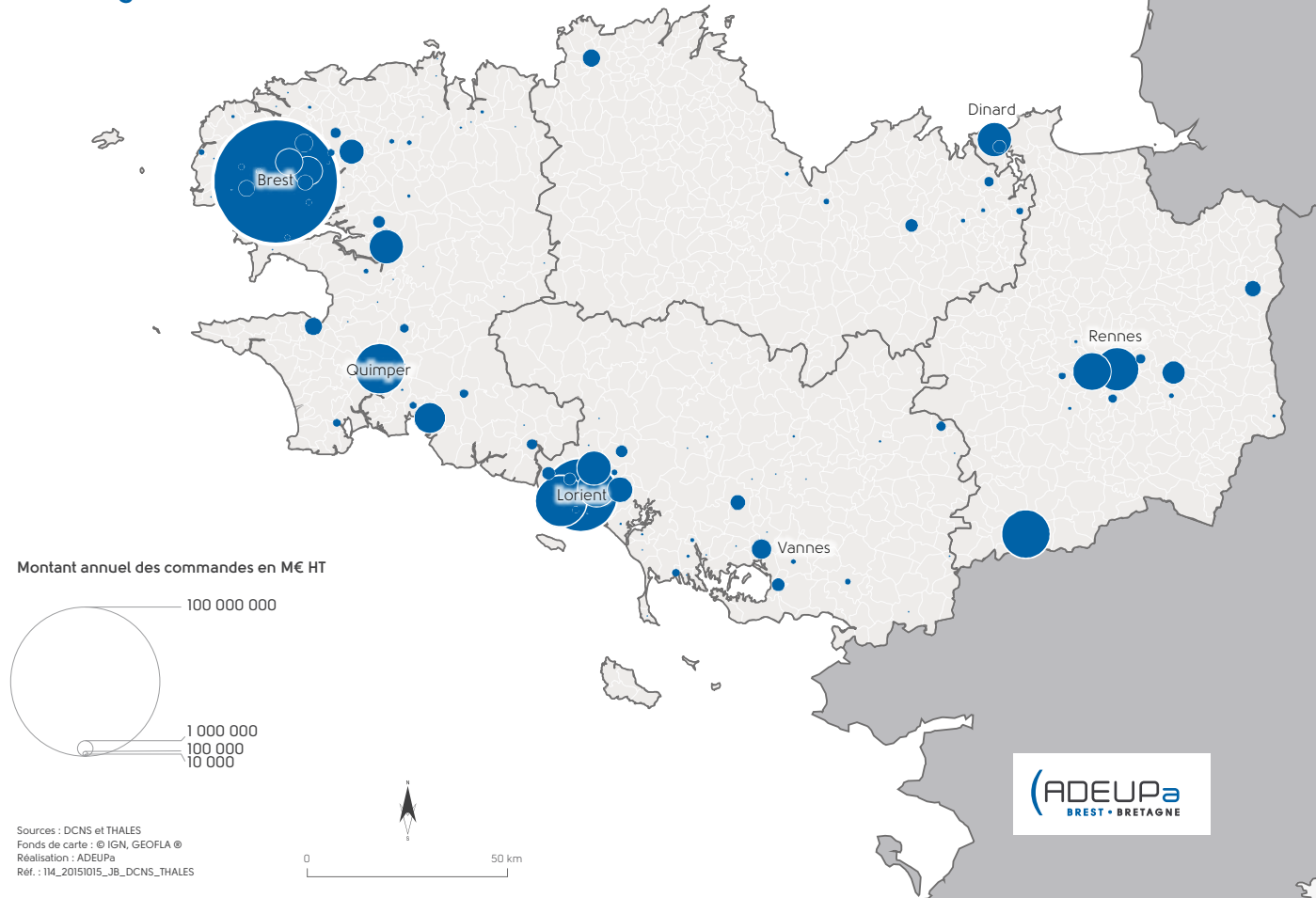
Dans la construction d'un Rafale, le groupe intervient à hauteur de 25 à 30 % du montant de la commande. Plusieurs sites y participent, dont ceux de Brest. Aujourd'hui, les commandes Egypte et Qatar, relatives à une quantité de 24 appareils pour chacun des deux pays, sont entrées en vigueur. Mais d'autres pays sont sur les rangs : la Malaisie, les Emirats Arabes Unis... L'Egypte a aussi commandé une frégate multi-missions. Si d'autres ventes venaient à se concrétiser, notamment de rafales, elles pourraient avoir un impact sur le plan de charge des sites brestois de THALES et des recrutements pourraient être envisagés. Pour l'heure, la tendance est à une stabilité des effectifs.

Les commandes de THALES envers des fournisseurs et sous-traitants dans le périmètre de la base de défense de Brest-Lorient représentent un montant annuel de **30 M€ HT en 2014**, année considérée comme ordinaire pour l'activité de l'entreprise. La moitié représente des achats de THALES Brest, l'autre partie étant des commandes d'autres sites du groupe.

SYNTHÈSE DE L'IMPACT ÉCONOMIQUE DE DCNS ET THALES EN BRETAGNE

- 7 300 salariés
- Montant annuel des commandes de DCNS (Brest et Lorient) et du groupe THALES auprès d'entreprises régionales = 217 M€ HT, dont 176 M€ dans le périmètre de la BdD Brest-Lorient

Fournisseurs et sous-traitants de DCNS Brest et Lorient et de THALES en Bretagne



L'économie de la défense évaluée sous le prisme de DCNS et THALES

L'activité des deux grands donneurs d'ordre dépend très majoritairement des commandes des acteurs de la défense, qu'ils soient nationaux ou internationaux. Quelques exceptions existent, de par la diversification des activités (par exemple, les EMR et le nucléaire civil pour DCNS).

Une partie de l'impact économique des deux groupes a déjà été intégrée dans l'emploi indirect généré par les commandes des donneurs d'ordre de la base de défense (particulièrement le SSF). Il s'agit de compléter avec les emplois qui sont liés non plus aux commandes de la base de défense de Brest-Lorient, mais à des achats du

ministère français de la défense ou d'armées étrangères.

Emplois indirects THALES et DCNS (hors commandes de la base de défense de Brest-Lorient) dans le périmètre d'étude =

6 800 (effectifs à Brest et Lorient)

– 300 (personnel DCNS hors économie de la défense)

– 2 100 (emplois indirects liés à la BdD déjà comptabilisés)

+ 700 (emplois indirects générés par les commandes de DCNS et THALES),

Soit 5 100 **emplois indirects** liés à l'économie de la défense ou 4 600 emplois en ETP.

3 200 **emplois sont induits** par ces emplois indirects, soit 2 900 emplois induits en ETP.

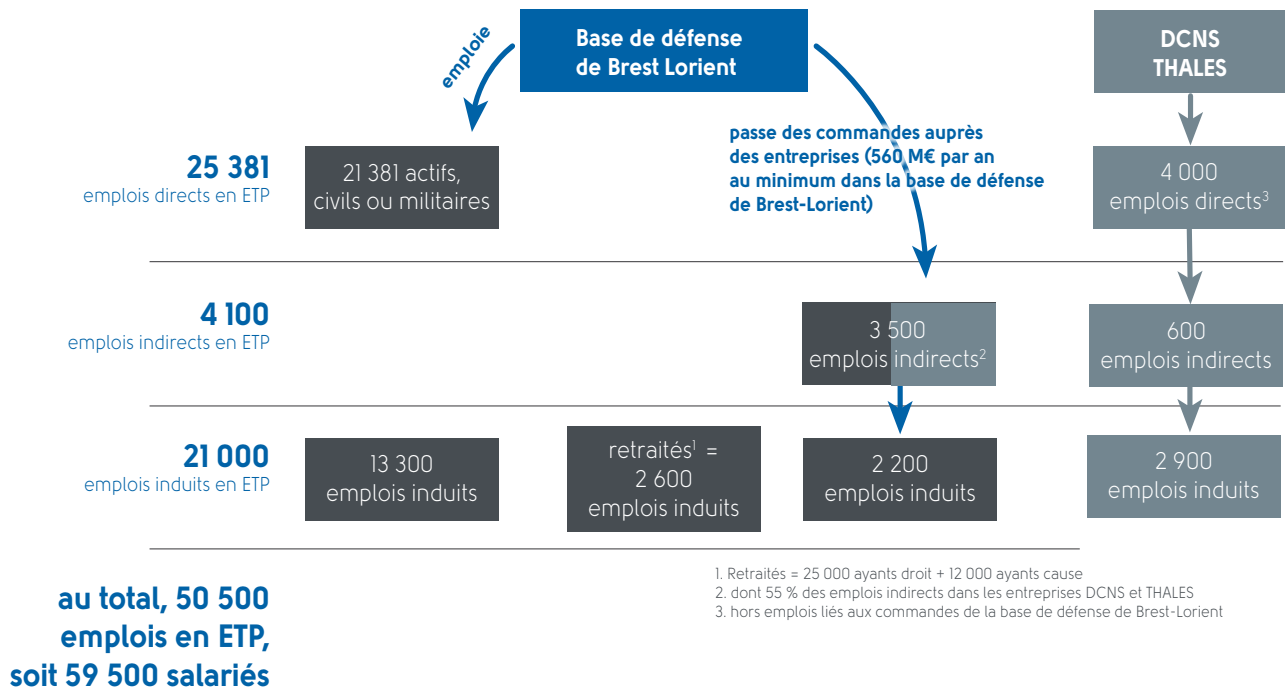
Notons qu'outre le fait d'élargir le champ de l'analyse aux retombées économiques de l'économie de la défense en général, les données obtenues auprès de DCNS et THALES permettent de porter un éclairage sur les fournisseurs et sous-traitants de second rang du ministère de la Défense.

En termes de flux financiers, au 1,8 milliards d'euros générés par la BdD de Brest-Lorient, il faut rajouter la masse salariale de DCNS et THALES (340 M€) et les commandes auprès des entreprises locales (176 M€).

La valeur ainsi calculée, soit **2,3 milliards d'euros**, est une estimation fondée sur les données disponibles et représente un minimum.

Synthèse

Emplois en équivalents temps plein dans le périmètre de la base de défense de Brest-Lorient



Flux financiers générés par la défense dans le périmètre de la base de défense de Brest-Lorient

	Base de défense de Brest Lorient	DCNS THALES
Commandes auprès des entreprises locales	560 M€	176 M€
Masse salariale nette	608 M€	340 M€
Montant des retraites (ayants droit et ayants cause)	610 M€	Non renseigné
	Total : 2,3 Mds €	

Conclusion

Cette étude met en lumière l'impact économique de la filière défense dans l'ouest breton, premier employeur et principal donneur d'ordre du territoire.

Une collecte de données, inédite par l'ampleur et la qualité des informations recueillies, permet de chiffrer les retombées en matière d'emplois et de flux financiers.

En 2014, la filière de la défense dans le périmètre de la base de défense de Brest-Lorient compte 50 500 emplois en équivalents temps plein, soit près de 60 000 salariés.

Cela représente à la fois les actifs du ministère de la Défense, les salariés des deux principaux donneurs d'ordre DCNS et THALES, les emplois indirects et les emplois induits.

Les retraités de la défense constituent aussi une composante importante dans la population puisqu'ils sont au nombre de 25 000.

L'effet multiplicateur de l'économie de la défense sur l'emploi est considérable : un emploi direct génère un emploi et demi supplémentaire, indirect ou induit.

La prégnance de l'économie de la défense dans l'ouest breton se traduit aussi en termes de flux financiers. Chaque année, au minimum, 2,3 milliards d'euros sont ainsi injectés dans l'économie territoriale à travers les salaires des actifs de la défense, de DCNS et THALES, les pensions des retraités, ainsi que les commandes. La commande publique se fait très majoritairement au bénéfice des entreprises finistériennes et morbihannaises (les trois quarts des achats).

2,3 milliards d'euros, 60 000 emplois : ces chiffres, substantiels mais nécessairement sous-estimés, viennent confirmer l'importance de la filière défense dans nos territoires. La préservation des activités de défense est un enjeu crucial pour l'emploi et le développement économique de l'ouest breton, pour l'innovation et le développement de compétences de haute technologie, pour l'ouverture de la pointe Bretagne et son inscription dans les échanges internationaux.

Glossaire

A

- AEM action de l'État en mer
AIA atelier industriel de l'aéronautique
ALFOST amiral commandant de la force océanique stratégique

B

- BAN base aéronautique navale
BRL bureau régional du logement
BdD base de défense

C

- CAM commandant d'arrondissement maritime
CAMID centre d'administration ministériel des indemnités de déplacement
CECLANT commandant en chef pour l'atlantique
CEMA chef d'état-major des armées
CEMM chef d'état-major de la marine
CHRU centre hospitalier régional universitaire
CMG centre ministériel de gestion
COMIA commandant interarmées
CZM commandant de zone maritime

D

- DGA direction générale de l'armement
DIRISI direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information

E

- EMR énergies marines renouvelables
ENSTA école nationale supérieure des techniques avancées
ESID établissement du service d'infrastructure de la défense
ETP équivalent temps plein

F

- FAN force d'action navale
FOST force océanique stratégique
FREMM frégate multi-missions

H

- HIA hôpital d'instruction des armées

I

- IPER indisponibilité périodique pour entretien et réparation

L

- LPM loi de programmation militaire

M

- MCO maintien en condition opérationnelle

P

- PFAF plate-forme achats-finances
PME petites et moyennes entreprises
PMAS pôle ministériel d'action sociale
PREMAR préfecture maritime

O

- OGZDS officier général de zone de défense

R

- RGPP révision générale des politiques publiques

S

- SEA service des essences des armées
SHOM service hydrographique et océanographique de la marine
SID service d'infrastructure de la défense
SNA sous-marin nucléaire d'attaque
SNLE sous-marin nucléaire lanceur d'engins
SSA service de santé des armées
SSF service de soutien de la flotte

Z

- ZRP zone de responsabilité permanente

Directeur de la publication

Benjamin Grebot

Réalisation

Lucie Bianic, Arnaud Jaouen, Nadine Le Hir, François Rivoal

Maquette et mise en page

Timothée Douy

Photos

Couverture : Pascal Dagois - Marine Nationale, Alain Monot - Marine Nationale, Sébastien Deschamps - Marine Nationale

Contact : ADEUPa – 18 rue Jean Jaurès 29200 Brest

Tél : 02 98 33 51 71

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2016

Réf. : 15/220

